



NOTES DE OUAGADOUGOU EN MARS 2024... ET QUELQUES RÉFLEXIONS AUSSI

Par Kah Walla

www.strategiesconsultingfirm.com

En tant que cabinet, STRATEGIES ! suit et analyse les tendances au Sahel depuis 3 ou 4 ans, de sorte qu'un voyage dans n'importe quel pays de la région est toujours un moment passionnant pour toucher et sentir sa réalité.

En outre, le pays des hommes intègres, qui a vu naître deux des hommes les plus extraordinaires d'Afrique, Thomas Sankara et Francis Diébédo Kéré, est toujours un lieu de prédilection à visiter.

Une semaine à Ouaga avec mon collègue Franck Essi, même en cette période de régime militaire, une forme de gouvernement que je considère toujours avec scepticisme et inquiétude, est donc toujours un plaisir. Ce voyage n'a pas fait exception et, en ce qui concerne la gouvernance actuelle du Burkina Faso, il a été l'occasion de remettre en question des présomptions et de susciter de nouvelles questions pour la réflexion.

Veillez noter qu'il s'agit de mes observations, et en aucun cas d'une analyse statistique. Je les note et les partage parce qu'elles peuvent stimuler la collecte d'informations, l'analyse et peut-être même la prise de décision, tant pour STRATEGIES ! que pour d'autres personnes qui analysent et travaillent au Sahel.

Quelques observations

Le soutien au gouvernement militaire actuel est réel dans de nombreux segments de la société burkinabé. Bien que je ne dispose d'aucun chiffre permettant d'évaluer la représentation de ce soutien dans l'ensemble de la population, des discussions avec des personnes allant des plus pauvres à la classe moyenne supérieure montrent qu'il existe un véritable soutien au régime militaire actuel. Ce soutien est dû à quatre éléments clés, qui confirment le vieil adage selon lequel la perception est la réalité.

- **Amélioration perçue de la situation sécuritaire**

Le gouvernement militaire a interdit toute communication non officielle sur les incidents violents dans les zones de conflit, de sorte que les rapports en provenance de ces régions sont limités. Alors que les statistiques de sources telles que l'ACLED ne montrent qu'une très légère diminution (0,9%) des incidents violents et des décès dans l'ensemble du Sahel entre mars 2023 et mars 2024, et que le nombre de décès dus à la violence politique a en fait doublé en 2023 au Burkina Faso (<https://acleddata.com/conflict-watchlist-2024/sahel/>), la menace imminente des groupes armés aux portes de Ouagadougou semble avoir été dissuadée.

Pour certains habitants de la ville, cela, ainsi que des anecdotes de personnes anciennement déplacées retournant dans leurs villages, est la preuve que la situation sécuritaire s'améliore. Les Burkinabés contribuent également activement au "Fonds patriotique" pour la défense de la nation et plus de 90 000 volontaires se seraient inscrits pour aller au front et rejoindre l'armée pour défendre la nation.

Il est important de noter ici que tant les partisans du régime militaire que ceux qui le critiquent vivement estiment que la rupture des liens militaires avec les alliés occidentaux a permis au Burkina Faso de développer davantage la coopération militaire avec des pays tels que la Russie et la Chine, qui ont accru l'accès aux armes, aux technologies telles que les drones et aux munitions, améliorant ainsi considérablement la capacité de l'armée à lutter contre les groupes armés. C'est un élément qui continue d'alimenter fortement le sentiment anti-occidental. Le Burkina, contrairement à certains de ses partenaires de l'AES (Alliance des États du Sahel), a choisi de ne pas inclure de troupes Wagner dans son partenariat avec la Russie.

- **Perception de la lutte contre la corruption**

Le gouvernement militaire a mené plusieurs actions très médiatisées de lutte contre la corruption, par exemple en demandant à un entrepreneur public corrompu de reconstruire une route pour laquelle il avait été payé, mais qu'il n'avait pas livrée. Ce type d'actions très médiatisées donne aux citoyens l'impression que l'on s'attaque à la corruption. Le fait que ces actions d'éclat ne s'attaquent pas aux problèmes systémiques et institutionnels à l'origine de la corruption et que la junte elle-même ait suspendu les procédures de passation des marchés publics et attribue des contrats sans concours est flou dans l'esprit de certains, et balayé par les partisans qui, pour l'instant, continuent d'accorder au régime le bénéfice du doute.

Le régime justifie les contrats sans appel d'offres comme un moyen de se procurer rapidement des armes pour faire face à la situation sécuritaire ainsi qu'aux besoins urgents en matière de développement.

- **Efforts perçus dans les projets de développement**

Malgré l'accent mis sur les dépenses militaires, le gouvernement s'efforce de poursuivre certains projets de développement et semble avoir des priorités fortes pour atteindre les objectifs de développement. Cette volonté de trouver des solutions aux problèmes de développement n'échappe pas à la population, en particulier aux partisans du régime.

- **Perception d'un accroissement de la souveraineté**

Le facteur le plus important influençant la popularité de l'actuel gouvernement du Burkina et des régimes de l'AES dans leur ensemble, au Sahel et dans toute l'Afrique, est peut-être la perception d'un accroissement de leur pouvoir et de leur souveraineté par rapport à l'ancienne puissance coloniale et aux autres puissances occidentales. Cette semaine encore, les jeunes Africains ont applaudi la rupture des liens militaires entre le Mali et les États-Unis. L'esclavage, le colonialisme, le néocolonialisme, le commerce inéquitable et les partenariats inégaux ont laissé à une très grande partie de la population africaine des siècles de mémoire collective de l'Occident comme partenaire injuste, inéquitable et souvent violent.

Tout au long de l'histoire de l'Afrique, les dirigeants qui sont parvenus à un certain degré d'indépendance vis-à-vis des puissances occidentales ont été encensés. Le régime actuel du Burkina est considéré comme ayant obtenu cette indépendance au bénéfice du peuple burkinabé. C'est aussi un régime très habile à faire passer des messages et à faire campagne sur cette position de souveraineté et d'indépendance. Une fois de plus, même les détracteurs du régime lui reconnaissent le mérite d'avoir amélioré sa souveraineté.

Les questions posées aux Burkinabés avec lesquels je me suis entretenu sur le manque de transparence concernant les nouveaux partenariats avec la Russie et d'autres pays, ainsi que sur l'absence de canaux et de mécanismes permettant de consulter les citoyens avant de prendre de telles décisions, ont été ignorées par tous, à l'exception des détracteurs du régime qui posent déjà ces questions dans l'espace public et en paient le prix fort.

Pour la plupart des personnes avec lesquelles je me suis entretenu, la phase de lune de miel avec le gouvernement militaire se poursuit, même si elle s'estompe avec le temps. Presque tout le monde reconnaît un certain degré de malaise face à certaines actions et décisions du régime, mais la plupart, après avoir rappelé les échecs de la gouvernance au cours des 30 dernières années, sont encore prêts à accorder au régime le bénéfice du doute.

Ce qui est troublant...

Violations des droits de l'homme. Tous les Burkinabés avec lesquels j'ai parlé ont reconnu et condamné les violations des droits de l'homme commises par le régime militaire en termes de restric-

tion de l'information et de la communication, d'arrestations arbitraires souvent en violation des décisions de justice et, plus particulièrement, d'enrôlement forcé pour punir les personnes qui critiquent le régime. .

Si les partisans du régime ont marmonné quelques faibles justifications, ils ont immédiatement reconnu que ces violations n'étaient pas nécessaires et qu'elles devaient cesser rapidement. Les détracteurs du régime, que j'ai trouvés dans la société civile, les syndicats et les Burkinabés ordinaires, restent déterminés à faire entendre leur voix afin de construire une société juste et équitable où les droits sont respectés.

Cependant, ils ont décrit un climat dans lequel ils doivent être extrêmement prudents dans leurs actions et leurs déclarations afin d'éviter l'arrestation et l'enrôlement forcé. Ils ont cité des camarades, y compris des personnes âgées de plus de 60 ans, qui ont été envoyés au front après avoir critiqué les actions du régime et ont condamné l'atmosphère actuelle comme étant une atmosphère où, malgré la formidable opportunité de la transition politique et l'opportunité d'une souveraineté accrue :

- Il y a très peu de réflexion idéologique et conceptuelle pour concevoir une société qui réponde à ces objectifs et qui corresponde aux besoins et aux désirs des Burkinabés.
- Peu de leçons ont été tirées des échecs passés et, que ce soit en matière de sécurité ou de développement, les solutions apportées par le régime sont superficielles et tape-à-l'œil, plutôt que systémiques et durables.
- La régression du respect des droits fondamentaux sera l'échec ultime du régime.
- L'occasion d'éduquer les citoyens sur leur riche histoire politique, leurs droits et leurs obligations en tant que citoyens est manquée.
- L'occasion d'engager de manière constructive les citoyens qui ont de la bonne volonté envers le régime ainsi que des compétences, des idées et des ressources pour contribuer à la construction de la nation n'est pas seulement manquée, mais a fortement régressé par rapport à d'autres moments clés de l'histoire politique burkinabé.
- L'affaiblissement des principaux piliers de la gouvernance, tels que les partis d'opposition, les syndicats et les autres organisations de la société civile, affaiblit également les principes clés de la gouvernance, tels que la transparence, la responsabilité, le débat, l'inclusion et la créativité, ce qui affaiblit la gouvernance dans son ensemble.

La peur est réelle. Même les partisans du régime hésitent à parler ouvertement de la situation politique et, plus encore, de la situation en matière de sécurité. La présence de l'armée dans les rues, bien que rassurante pour certains, est clairement une source d'anxiété et de peur, car de nombreuses histoires font état de jeunes soldats à la gâchette facile et de violences arbitraires à l'encontre de civils innocents.

Manque de transparence et prise de décision arbitraire. L'un des éléments les plus inquiétants est le manque de communication, de discussion et de transparence dans la prise de décisions qui ont un impact sur la vie de millions de Burkinabés. Il existe peu de mécanismes visibles de consultation pour la prise de décisions majeures telles que le retrait de la CEDEAO et la création de l'AES.

Les implications de ces décisions sur le commerce transfrontalier, l'économie, les relations sociales dans une région où les membres de la famille sont souvent dispersés dans plusieurs pays, etc. ne sont ni débattues ni discutées et les citoyens semblent se débrouiller seuls pour trouver des solutions aux éventuelles barrières au commerce et aux voyages. Même ceux qui soutiennent ces décisions trouvent déconcertant qu'elles ne soient pas discutées et qu'elles soient imposées d'un jour à l'autre.

Pourquoi il est important de poursuivre et même d'intensifier l'engagement avec les pays du Sahel

Le HCR estime qu'environ 17 millions de personnes au Sahel, soit 20% des populations du Burkina, du Mali et du Niger, auront besoin de protection et d'aide humanitaire en 2024. Ces personnes sont soumises à toutes les autres crises multiples et complexes liées aux conflits, notamment les violences basées sur le genre, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et une forte augmentation de la précarité de l'éducation, des soins de santé et de l'emploi.

Ces trois pays figurent parmi les 20 pays les plus pauvres du monde et le Sahel central est aujourd'hui la plus grande région du monde déchirée par les conflits et dirigée par des gouvernements militaires. Le Sahel central est aujourd'hui la première région terroriste du monde, avec 43 % de tous les décès dus à des attaques terroristes.

L'instabilité du Sahel a un impact sur les routes commerciales dans toute l'Afrique et menace la stabilité des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et de ses voisins d'Afrique du Nord. Le commerce mondial et les migrations sont également affectés par le trafic illégal de minerais, de drogues et d'êtres humains à travers cette route de transit vers l'Europe. Le Sahel est crucial pour l'Afrique et pour le monde.

L'engagement au Sahel est d'une importance capitale parce qu'il y a des êtres humains en danger, dont l'insécurité permanente affectera encore plus la vie de beaucoup d'autres êtres humains.

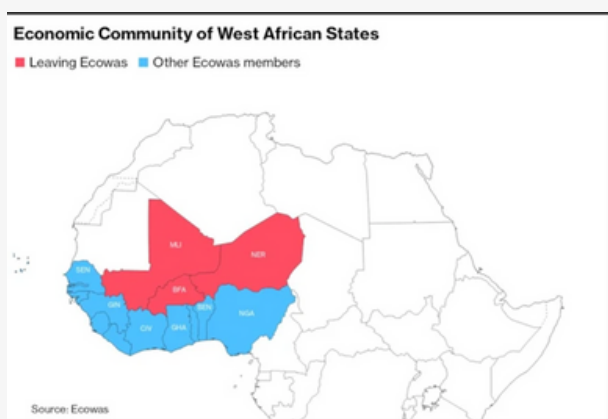
Quelle voie pour l'avenir ?

La mise en place d'une gouvernance démocratique fondée sur les droits, qui soit au service des citoyens, peut sembler assez farfelue à l'heure actuelle, mais elle reste l'objectif vers lequel doivent tendre toutes les parties prenantes, y compris les plus importantes :

- CEDEAO
- AES
- Partenaires techniques et financiers occidentaux
- Parties prenantes nationales : Gouvernement, ONG de défense des droits, syndicats, chefs religieux et traditionnels

L'équation CEDEAO-SAE - S'appuyer sur l'argument panafricain

En termes de commerce et de déplacements, l'Afrique de l'Ouest est l'une des régions les mieux intégrées d'Afrique. Les trois pays de l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger) sont tous enclavés et ont traditionnellement utilisé les pays côtiers, notamment le Ghana, le Togo et le Bénin, pour accéder aux routes commerciales maritimes. Au cours des trois dernières années, alors que les tensions se sont accrues entre la CEDEAO et les pays de l'AES, la Guinée, qui est sous régime militaire mais n'a pas rejoint l'AES, est intervenue pour améliorer l'accès à la mer de ces pays. Le commerce terrestre entre la Côte d'Ivoire, la plus grande économie de l'Afrique de l'Ouest francophone, et les trois pays de l'AES est vieux de plusieurs siècles.



Source: [ECOWAS / Bloomberg](#)

Lors de cette visite à Ouagadougou, j'ai observé dans les rues les grands camions commerciaux habituels portant des plaques d'immatriculation ivoiriennes et le commerçant burkinabé assis à côté de moi dans l'avion m'a indiqué qu'après quelques difficultés initiales en 2022, il faisait des affaires comme d'habitude entre le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Burkina.

Les familles sont répandues dans toute la région et maintiennent des liens étroits même si elles résident dans des pays différents. La religion, les traditions et les ethnies ne peuvent être séparées par les décisions politiques prises par l'AES et la CEDEAO.

La CEDEAO a annoncé que le retrait des pays de l'AES prononcé en janvier 2024 nécessite un an pour entrer en vigueur. Cependant, la CEDEAO semble avoir pris peu d'initiatives pour reconstruire les relations et la confiance afin de ramener les pays de l'AES au bercail ou de construire un partenariat stratégique avec l'AES en tant qu'organisme régional. L'un, l'autre ou les deux sont cruciaux pour la région.

Les attitudes et les points d'entrée seront tous deux importants pour la CEDEAO si elle veut maintenir son avance en tant que principal organe régional pour l'Afrique de l'Ouest et entamer un dialogue avec les pays de l'AES.

Attitudes

- **Leadership:** La CEDEAO devrait prendre l'initiative et la hauteur. Jouer au chat et à la souris avec les pays de l'AES s'est avéré improductif jusqu'à présent.
- **Coopération au niveau des yeux:** La CEDEAO ne peut pas être condescendante et doit rencontrer les pays de l'AES sur un pied d'égalité.
- **Méthodique:** Les relations rompues ne peuvent être réparées en un clin d'œil ou par des actions superficielles. Elles ont besoin d'un plan qui rétablit progressivement la confiance et jette les bases d'une collaboration.

Points d'entrée

La CEDEAO dispose de plusieurs points d'entrée pour reconstruire les liens avec les pays de l'AES. Il est important qu'elle joue sur ses forces et utilise les points d'entrée économiques et sociaux comme base ou en tandem avec les points d'entrée politiques. Les idées pourraient inclure :

- **Des plateformes économiques et commerciales régionales** pour renforcer le commerce transfrontalier et améliorer les performances économiques pour tous. Cela permettrait au secteur privé, aux femmes et aux jeunes d'entrer en jeu.
- **Les canaux religieux et sociaux.** Le fait de réunir les chefs religieux et les communautés au-delà des frontières permettra de mettre en valeur les points communs et d'illustrer la nécessité d'une cohésion régionale.
- **Les fondamentaux politiques.** Un débat ouvert sur les fondamentaux politiques des Africains d'aujourd'hui serait un moyen de rassembler des acteurs tels que les partis politiques, les syndicats et la société civile pour construire sur des principes partagés tels que le panafricanisme, la souveraineté et les droits fondamentaux. Des questions d'intérêt commun telles que la sécurité, l'emploi des jeunes et l'accès aux services de base pourraient également être pertinentes. Les gouvernements locaux et régionaux, en particulier ceux qui se trouvent aux frontières, devraient être des acteurs clés dans ce domaine. Là encore, les femmes et les jeunes peuvent jouer un rôle important. Ces discussions peuvent précéder ou se tenir en marge des réunions et des discussions entre les gouvernements.

Partenaires techniques et financiers occidentaux

La plupart des pays occidentaux ont choisi de maintenir les canaux de partenariat ouverts dans les pays de l'AES en maintenant leur coopération au développement, qu'ils ont qualifiée de technique plutôt que de politique. C'est une bonne chose, car cela entretient la bonne volonté et maintient les canaux ouverts pour un engagement ultérieur.

En planifiant leur engagement futur, les pays occidentaux pourraient prendre en compte les éléments suivants :

Créer des canaux pour un dialogue plus sincère axé sur les priorités de développement. Une grande partie du "dialogue" entre les pays occidentaux et les pays de l'AES depuis 2021 a pris la forme d'une prise de position publique de part et d'autre. Les connaissances et les ressources pour le développement constituent l'avantage concurrentiel de l'Occident sur les autres puissances mondiales dans la région. Il est urgent que les partenaires occidentaux puissent discuter des besoins et des objectifs de développement avec les gouvernements des pays de l'AES, loin des projecteurs des médias.

·La mise en place de ces canaux peut nécessiter un ou plusieurs des éléments suivants :

- La diplomatie traditionnelle de la porte dérobée ;
- La fourniture d'une aide humanitaire comme porte d'entrée pour discuter des besoins de développement plus systémiques et à plus long terme ;
- Travailler à partir de la base, en commençant par les gouvernements locaux et régionaux pour amener la conversation au niveau national ;
- Lorsque l'espace civique le permet, renforcer la capacité des groupes d'intérêt citoyens (associations d'agriculteurs, associations d'entreprises, associations sectorielles de jeunes et organismes professionnels) à formuler les problèmes systémiques auxquels ils sont confrontés et à entamer un dialogue avec le gouvernement à tous les niveaux.

Le développement d'une approche fondée sur les droits avec les groupes économiques, politiques et sociaux est essentiel pour atteindre des objectifs de développement spécifiques. Tous les gouvernements de l'AES ressentent la pression d'atteindre les objectifs de développement. C'est l'occasion de s'engager avec eux et de créer des canaux et des plateformes entre le gouvernement et les groupes clés dont il a besoin pour réussir le développement. Bien qu'il s'agisse d'un terrain difficile, voire dangereux, c'est un terrain qui doit être parcouru si la coopération au développement veut contribuer à ramener la gouvernance démocratique dans ces pays. Chaque situation doit être étudiée avec soin et le principe "ne pas nuire" appliqué, mais la coopération au développement doit améliorer ses compétences en matière d'approches fondées sur les droits, les adapter aux situations spécifiques du Sahel et aller de l'avant en aidant à construire la relation entre les gouvernés et leur gouvernement.

Mes suggestions supplémentaires sont une reprise de mon dernier blog après une visite à Ouagadougou en octobre 2023, dont le texte intégral se trouve ci-après ([Burkina Faso : Un coup d'œil derrière le rideau de la transition](#)).

J'ai repris les suggestions ci-dessous:

Faire jouer l'expertise africaine – La plupart des agences de coopération au développement disposent d'une expertise africaine considérable au sein de leur personnel et/ou auprès de leurs consultants et ONG partenaires. Compte tenu des sensibilités politiques dans les pays en transition, le moment est venu pour la coopération au développement de faire jouer l'expertise africaine au sein de leurs organisations. L'engagement et les discussions techniques sont plus susceptibles d'être francs et d'aborder des questions sensibles/importantes liées aux droits de l'homme, à la gouvernance, etc. s'ils sont menés par des Africains possédant l'expertise nécessaire.

- La coopération au développement peut également créer l'espace nécessaire et rassembler l'expertise pour développer la "démocratie et la gouvernance à l'africaine" dont on parle tant. De nombreux travaux ont été réalisés par des experts africains sur les principaux piliers de ce con-

cept, mais ce moment de transition offre l'occasion de rassembler tous ces éléments dans des contextes spécifiques et pratiques.

Commencer modestement, trouver les bons acteurs et se développer – Compte tenu de la grande variété d'acteurs et d'opinions dans ces transitions, il est important de s'engager, mais avec prudence et de manière progressive. Par définition, les situations évoluent rapidement dans les transitions. S'il est important de s'engager, il est également important de le faire avec les bons partenaires et même les bonnes personnes qui contribueront à renforcer les fondements démocratiques et fondés sur les droits dans ces pays. Les programmes de coopération au développement doivent renforcer leur capacité à faire preuve de diligence raisonnable et à effectuer une analyse correcte de l'environnement et des acteurs clés.

Accroître la collaboration entre la coopération diplomatique, militaire et de développement – Dans le contexte délicat de la transition, il est extrêmement important que les pays alignent leurs différentes formes de coopération et qu'ils s'informent les uns les autres. La collecte d'informations et l'analyse intersectorielle sont essentielles pour identifier les opportunités et les acteurs avec lesquels s'engager dans ce moment de transition fluide. Il est également important de maintenir la cohérence et d'éviter les faux pas afin de garder les lignes de communication ouvertes et de réaliser un travail de programme significatif et efficace.

Des déclarations politiques minimales en public, mais significatives à huis clos – Les gouvernements militaires de tous les pays en transition savent très bien profiter de la vague d'opinion publique qui les a portés au pouvoir. Il est important pour les pays occidentaux, en ce moment, de limiter au maximum les déclarations politiques et autres en public, tout en s'engageant dans des discussions franches, parfois difficiles, à huis clos. L'équilibre délicat à maintenir consiste à s'engager d'une manière qui renforce les droits fondamentaux et les règles démocratiques, sans alimenter la propagande anti-occidentale.

Renforcer les capacités et former le personnel pour ce moment de transition - Les compétences en matière de sensibilité politique, d'analyse politique et de discussions diplomatiques mais difficiles qui sont nécessaires pour effectuer même un travail purement technique pendant la période de transition ne sont généralement pas facilement disponibles dans les équipes de coopération au développement. Il sera important d'évaluer les besoins du personnel et de déterminer diverses méthodes pour renforcer les capacités à ce moment précis et pour l'avenir, car ces transitions sont susceptibles d'avoir un impact sur le travail de coopération au développement à long terme.

CONTACT US



P.O Box 3940 Douala / 322 Rue Bonamandone - Bali – Douala



Tel: (237) 233 43 38 76 / 233 43 82 37 Cell: (237) 699 89 08 99
USA: + 1 240 899 4761



Website: www.strategiesconsultingfirm.com

Email: strategies@strategiesconsultingfirm.com / strategiesusa@strategiesconsultingfirm.com